Cairo Dialogue : Le Mali mise sur la coopération Sud-Sud et le développement du capital humain

MALI 2011

L'information est l'oxygène des temps modernes MARDI 08 SEPTEMBRE 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Affaire Algassimou Diallo : Fallait-il l'exhiber ?



Presse malienne : Vers un nouvel organe d'autorégulation et la relance du FONSOPRESS



AES–Russie : Niamey au cœur d'un nouveau rapprochement stratégique

Sommaire

P.04



P16



P.22



UNE /	Affaire Algassimou Diallo : Fallait-il l'exhiber ?	P 04
BRÈVES /	Protection des données personnelles : Le Mali et le Bénin renforcent leur coopération	P 12
	Ségou : La société civile renforcée sur la réforme du secteur de la sécurité	P 12
	Baccalauréat 2026 : Ibrahim Badou, premier national, honoré par Oumou Sall Seck	P 13
	Sécurité sanitaire : Vers une alimentation de rue plus sûre et plus saine au Mali	P 14
ACTUALITÉ /	Presse malienne : Vers un nouvel organe d'autorégulation et la relance du FONSOPRESS	P 16
	Emploi au Mali : L'ONEF et le CNPM se penchent sur le coût du travail et les besoins des entreprises	P 18
POLITIQUE /	Cairo Dialogue : Le Mali mise sur la coopération Sud-Sud et le développement du capital humain	P 20
	AES–Russie : Niamey au cœur d'un nouveau rapprochement stratégique	P 22
CULTURE & SOCIETÉ /	Culture : Mamou Daffé réunit ses prédécesseurs autour d'une vision commune	P 25
INTERNATIONAL /	Kenya : William Ruto durcit le ton contre les commerçants étrangers	P 27
	Financement des jeunes en Afrique : Paul Kagame appelle les États à partager le risque	P 28
SPORT /	Football féminin : L'USFAS championne de l'UFOA-A et qualifiée pour la Ligue des champions de la CAF	P 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Affaire Algassimou Diallo : Fallait-il l'exhiber ?



Après l'inquiétude des avocats sur sa disparition, l'ancien procureur général près la Cour suprême a été montré en tenue de détenu à la télévision nationale

Transféré à la maison d'arrêt de Macenta sans que, selon ses avocats, sa famille et sa défense en aient été préalablement informées, Algassimou Diallo est ensuite apparu en tenue de détenu à la télévision nationale. Une manière de rassurer sur son sort qui soulève pourtant une question : fallait-il exposer publiquement un ancien haut magistrat qui, quelles que soient les accusations portées contre lui, demeure présumé innocent ?

L'affaire Algassimou Diallo prend une tournure qui dépasse désormais la seule question des poursuites engagées contre l'ancien procureur général près la Cour suprême. Elle pose avec acuité la question du respect de la présomption d'innocence, des droits de la défense, de la dignité du détenu et, plus largement, de la manière dont l'État doit communiquer autour d'un dossier judiciaire aussi sensible.

Dans un premier communiqué, le Collectif des avocats d'Algassimou Diallo avait exprimé sa profonde inquiétude après avoir perdu la trace de son client. Selon la défense, celui-ci ne se trouvait plus dans l'établissement pénitentiaire où il était détenu. Plus préoccupant encore, les autorités judiciaires interrogées n'auraient pas été en mesure d'indiquer aux conseils où leur client avait été conduit.

Il ne s'agissait donc pas, pour les avocats, de contester son placement en détention, mais de savoir où se trouvait un justiciable dont ils assurent la défense.

La réponse apportée par les autorités a toutefois surpris. Des images d'Algassimou Diallo vêtu d'un uniforme de détenu ont été diffusées à la télévision nationale, apparemment pour démontrer qu'il était bien vivant et qu'il n'avait pas disparu.

Une preuve de vie, mais à quel prix ?

Fallait-il vraiment en arriver à une telle exposition publique ?

Pour dissiper les inquiétudes, il aurait été plus simple de communiquer officiellement son lieu de détention à ses avocats et à sa famille, de permettre à ses conseils de le rencontrer et, au besoin, de leur fournir les documents administratifs établissant son transfèrement.

La diffusion à la télévision nationale des images d'un ancien procureur général près la Cour suprême en tenue carcérale peut, au contraire, être perçue comme une exposition inutile, voire humiliante. Elle risque surtout d'entretenir dans l'opinion l'image d'un homme déjà condamné alors qu'Algassimou Diallo demeure, jusqu'à preuve du contraire et jusqu'à une décision de justice, présumé innocent.

La gravité éventuelle des infractions qui lui sont reprochées ne change rien à ce principe fondamental. La présomption d'innocence n'est pas une faveur accordée à certains accusés : elle constitue l'un des piliers de toute justice équitable.

Macenta, à plus de 700 kilomètres de Conakry

Dans son communiqué n°2 du 6 septembre 2026, le Collectif affirme avoir finalement appris, par une publication de la Direction nationale de l'Administration pénitentiaire et de la Réinsertion sur les réseaux sociaux, que son client avait été transféré le 5 septembre à la maison d'arrêt de Macenta.

Selon les avocats, ni la famille ni les conseils n'avaient reçu la moindre notification.



Ce transfèrement intervient surtout dans un contexte judiciaire particulier. Les chambres réunies de la Cour suprême, siégeant à Conakry, doivent se prononcer le mardi 8 septembre sur une demande de renvoi introduite par la défense. Or, Algassimou Diallo se retrouve désormais, selon le Collectif, à plus de 700 kilomètres de la juridiction devant laquelle il doit comparaître.

Les avocats contestent également le motif de « gestion administrative des établissements pénitentiaires » qui aurait été invoqué pour justifier le transfèrement.

Ils se réfèrent notamment aux articles 1048, 1049 et 1050 du Code de procédure pénale et demandent que la preuve de la présence effective de leur client à Macenta soit établie par la production d'un extrait du registre d'écrou. Ils réclament également qu'une visite de sa famille et de ses conseils soit autorisée, que le fondement légal du transfèrement leur soit communiqué et qu'Algassimou Diallo soit ramené à Conakry pour comparaître le 8 septembre.

Une affaire qui exige une justice irréprochable

L'affaire Algassimou Diallo doit être traitée avec la plus grande rigueur. Non pas parce que l'ancien procureur général devrait bénéficier d'un traitement de faveur, mais précisément parce que les hautes responsabilités judiciaires qu'il a exercées et la nature des infractions dont il est accusé donnent à cette procédure une dimension particulière.



Plus les accusations sont graves, plus la procédure doit être irréprochable.

L'État doit pouvoir poursuivre tout citoyen lorsque les éléments de droit et de fait le justifient, quelle que soit sa fonction passée. Mais cette fermeté doit aller de pair avec le respect scrupuleux des droits de la défense, de la dignité humaine et de la présomption d'innocence.

La justice ne gagnerait rien à transformer un dossier aussi important en spectacle. La véritable démonstration de la force de l'État n'est pas de montrer un ancien haut magistrat en uniforme de détenu à la télévision. Elle est de lui garantir, comme à tout citoyen, une procédure transparente, équitable et incontestable.

C'est à cette condition que l'affaire Algassimou Diallo pourra être celle de la justice et non celle des images.

Moctar Sow

- Mali Actu

Villes inclusives au Mali à l'horizon 2030 : les acteurs sociaux exigent une prise en compte urgente du handicap !

Porté par la Direction nationale du développement social en synergie avec l'UNICEF, un important séminaire de plaidoyer s'est tenu ce vendredi 4 septembre 2026 à Bamako pour exiger des autorités publiques et des collectivités locales l'intégration systématique de l'accessibilité urbaine et des droits des personnes vivant avec un handicap au cœur de la gouvernance territoriale et des futures politiques de développement du pays.



- Bacary Camara

Le Temps qui passe.

La vengeance de Chirac

Sommet France-Afrique au Carroussel du Louvre a Paris..

Le tres rancunier Chirac refusa la tenue du prochain sommet a Bamako, en guise de représailles au «Non» donne comme une claque par le président Alpha Oumar Konare, dont la délégation a participe les 27-29 novembre 1998 au XXème sommet franco-africain à Paris.

La délégation presidentielle a ete accueillie à l'hôtel Meurice, un magnifique palace parisien.

Toute l'Afrique francophone, anglophone et lusophone etait presente a ce Sommet la première dans l'histoire des Sommets France-Afrique,car

reunir 49 délégations et 33 chefs d'Etat relevait de la pure gageure. D'autant que nombre d'entre eux se faisaient la guerre.

Deux maîtres de cérémonie officiaient pratiquement. Tout d'abord, le président Jacques Chirac à qui revenait le mérite d'avoir réuni un tel aréopage, d'avoir cru en sa renaissance. Ensuite, le secrétaire général des Nations Unies présent pour la première fois à un Sommet Franco-Africain et fortement motivé. Le Ghanéen Kofi Annan portait naturellement, en lui les problèmes de son continent et surtout tres fier de ses origines Ghaneennes.

A la fin du sommet,ce grand diplomate Onusien fut honore du titre de Docteur honoris causa par la célèbre Universite parisienne de la Sorbonne, au cours d'une memorable ceremonie qui s'est déroulée devant le president Konare et Jerry John Rawlings du Ghana, plusieurs diplomates et membres des délégations.

C'est dans les coulisses du sommet que nous apprenions que le Mali par le biais de la diplomatie de l'ombre avait exprimé le souhait d'accueillir le prochain sommet(biennal) sur son sol à Bamako. La reponse fut un Non catégorique du president Chirac plus vindicatif que Jamais.

Coup de theatre! Alors meme qu'il n'a rien demandé, le choix de Chirac s'orienta vers le Cameroun de Paul Biya, considere par ses detracteurs comme un

homme- lige de la France.

Cette demande malienne se serait heurtee a un refus catégorique du président Jacques Chirac» qui en a beaucoup voulu a Alpha»pour son refus manifeste de le rejoindre a Dakar pour un mini-sommet avec quelques pairs de l'Ouest Africain.

Le Mali etait-il réellement candidat pour accueillir un nouveau sommet? Après tant d'années de silence, seul l'ex-ministre des Affaires étrangères, Modibo Sidibe pourrait bien nous apporter son éclairage sur cet épisode diplomatique mi-clair, mi-obscur entre Paris et Bamako.En tout état de cause le president Konare n'aura jamais eu son sommet et c'est a son successeur le president ATT qui reviendra ainsil l'honneur d'abriter un nouveau sommet France-afrique sur les terres maliennes.Un pied de nez aux président Konare dont les convictions sont pourtant restées toujours intactes.

B.CAMARA,ex- grand Reporter à l'Essor.



- Yeah Samake

LA SOUVERAINETÉ SE MESURE AUX RÉSULTATS, PAS AUX SLOGANS.

Elle se voit quand une famille peut se nourrir dignement.

Quand une école reste ouverte.

Quand un centre de santé dispose de médicaments.

Quand l'électricité éclaire les foyers et fait fonctionner les entreprises.

Quand un citoyen peut s'exprimer sans peur.

Quand la justice protège tous les Maliens, sans distinction.

Notre peuple mérite mieux que des discours triomphalistes pendant que son quotidien devient plus difficile.

Le patriotisme véritable, c'est servir, construire et rendre compte. C'est transformer les ressources du Mali en sécurité, en emplois et en prospérité pour les Maliens.

Voilà la souveraineté que je défends : une souveraineté utile, responsable et au service du peuple.

Diriger, c'est servir.

#Mali #SouverainetéUtile #BonneGouvernance #ServirLePeuple #YeahSamaké



- Abdallah Yattara

Le collectif des associations de lutte contre la corruption demande au BVG, l'audit des marchés publics notamment les achats d'armements. Ils oubient le décret 275 de 2023 ?

Kounafoni 24

CSRef DE KOROFINA : LE RÊVE DEVIENT RÉALITÉ ! MERCI PRÉSIDENT ASSIMI GOÏTA !

KOROFINA AURA ENFIN SON HÔPITAL DE RÉFÉRENCE !

Aujourd'hui, le chantier parle.

Le CSRef de Korofina sort de terre ! Un centre moderne, pour notre santé, pour nos mères, pour nos enfants.

Et ça, c'est grâce à la vision du Président de la Transition, le Général Assimi Goïta.

Quand on dit Mali Kura, ce n'est pas un slogan. C'est ça ! C'est un hôpital pour le peuple. C'est la santé à côté de la maison.

Les ennemis du Mali parlent. Assimi Goïta, lui, construit.

I NI TCHÉ ASSIMI GOÏTA ! A NI BARADJI ! ALLAH KA BI DÈMÈ !

Le peuple n'oubliera jamais.

#CSRefKorofina #MerciAssimi #MaliKura #Commune1 #Kounafoni24



- Boureima Soulo

Bon vent pour la suite madame l'Ambassadeur Rachna Korhonen. Vous avez aimé le Mali et le Mali aussi vous aime !!!



- Nia Dialla Keita

LIGA : Le Real Madrid s'incline 1-0 face au Betis Séville

MBappé a raté le penalty de l'égalisation à la 94ème minute

- Jean-Luc Mélenchon



- Alliance en Faveur des Droits de la Personne et de la Démocratie au Mali

Dans le cadre du projet de protection et de soutien communautaire aux femmes et jeunes filles contre les violences sexuelles basées sur le genre dans la région de Tombouctou, financé par le WPHF en partenariat avec ONU Femmes et mis en œuvre par le consortium #AESF-#AFDPDM, une session de formation a réuni 30 membres d'OSC féminines venues de Tombouctou, Diré et Gourma-Rharous. La formation a porté sur les notions de genre et la prévention des VSBG et des VEFF.

Les participantes ont renforcé leurs connaissances sur les différentes formes de violences, leurs causes, les moyens de prévention et le rôle des organisations féminines dans la protection des femmes et des filles. Cette activité vise à renforcer les capacités des OSC féminines afin qu'elles puissent mieux contribuer à la prévention des violences et à la protection au sein des communautés.

#AFDPDM #AESF #ONUFemmes #Genre #VSBG #VEFF #Protection #Femmes #OSC #Tombouctou #Diré #GourmaRharous



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Protection des données personnelles : Le Mali et le Bénin renforcent leur coopération



L'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel (APDP) du Mali a accueilli, le jeudi 3 septembre 2026, le Premier Rapporteur de l'APDP du Bénin, dans le cadre d'une visite consacrée au partage d'expériences et au renforcement de la coopération entre les deux institutions.

Cette rencontre a permis aux responsables des deux Autorités d'échanger sur plusieurs enjeux liés à la protection des données personnelles. Les discussions ont notamment porté sur les outils de conformité, l'élaboration et l'application des normes à caractère réglementaire, la communication institutionnelle ainsi que les mécanismes d'accompagnement des responsables de traitement.

L'expérience malienne en matière de déconcentration des activités de l'APDP a particulièrement retenu l'attention de la délégation béninoise. Pour rapprocher ses services des citoyens et renforcer son implantation territoriale, l'Autorité malienne a en effet mis en place des antennes régionales à Kayes, Sikasso, Ségou et Mopti.

Ces structures décentralisées jouent un rôle important dans la sensibilisation des populations et le conseil aux usagers. Elles assurent également la réception des formulaires administratifs, des dénonciations et des plaintes concernant la collecte ou le traitement des données à caractère personnel. Une démarche qui vise à rendre la protection des données plus accessible aux citoyens, y compris en dehors de la capitale.

Cette visite s'inscrit dans la continuité de la convention de partenariat signée le 11 avril 2025 entre les APDP du Mali et du Bénin. Elle traduit la volonté des deux institutions d'approfondir leur collaboration face aux défis croissants liés à la numérisation des sociétés africaines.

À travers la mutualisation des expériences et des bonnes pratiques, Bamako et Cotonou entendent ainsi contribuer au développement d'une culture de protection de la vie privée et à l'émergence de mécanismes plus efficaces de protection des données personnelles en Afrique.

Fatou Sissoko

Ségou : La société civile renforcée sur la réforme du secteur de la sécurité



Les organisations de la société civile membres de la Plateforme d'Échange et d'Action (PEA) de Ségou bénéficient d'un renforcement de capacités consacré à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). L'initiative vise notamment à leur permettre de mieux comprendre les mécanismes de gouvernance sécuritaire et de jouer pleinement leur rôle auprès des communautés.

La session s'inscrit dans le cadre du projet « Contribution à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité à travers le renforcement des capacités des organisations de la société civile », mis en œuvre par WANEP-Mali, sous l'égide du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS), avec l'appui technique d'EUCAP Sahel Mali.

Dans un contexte où les questions sécuritaires occupent une place centrale dans les préoccupations des populations, la formation entend renforcer l'implication des acteurs civils dans la recherche de réponses adaptées aux réalités locales.

Les travaux se sont articulés autour de deux principaux axes. Le premier a porté sur la Réforme du Secteur de la Sécurité, la gouvernance sécuritaire et le rôle que peuvent jouer les organisations de la société civile dans ce processus. Le second a abordé la sécurité humaine, la prévention des conflits ainsi que l'analyse des dynamiques sécuritaires locales.

Au-delà des notions théoriques, les échanges ont permis aux participants de mieux cerner leurs responsabilités et les possibilités d'intervention qui s'offrent à eux. Il s'agit notamment d'informer et de sensibiliser les communautés, mais aussi de favoriser le dialogue entre citoyens, autorités et acteurs de la sécurité.

À travers cette initiative, les membres de la PEA de Ségou devraient ainsi disposer de meilleurs outils pour contribuer à une gouvernance sécuritaire davantage participative.

Le renforcement de l'implication de la société civile apparaît, à cet égard, comme un levier important pour améliorer la prévention des conflits, consolider le dialogue local et rapprocher les politiques de sécurité des préoccupations quotidiennes des populations.

Fatou Sissoko

Baccalauréat 2026 : Ibrahim Badou, premier national, honoré par Oumou Sall Seck



Avec une moyenne exceptionnelle de 18,18/20 au Baccalauréat 2026, Ibrahim Badou s'est hissé au premier rang national. Une performance qui lui a valu les félicitations de la ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Oumou Sall Seck, qui l'a reçu en audience le jeudi 3 septembre à Bamako.

Élève du Lycée public de Goundam, Ibrahim Badou symbolise une jeunesse malienne qui, malgré les difficultés auxquelles le système éducatif est confronté, continue de faire de l'excellence et du travail des instruments de réussite.

Au cours de l'audience, Oumou Sall Seck a chaleureusement félicité le jeune lauréat pour son brillant parcours. Au-delà de la reconnaissance officielle, la ministre lui a prodigué des conseils axés sur l'humilité, la discipline, la persévérance et la recherche constante de l'excellence.

Bénéficiaire d'une bourse d'excellence, Ibrahim Badou poursuivra prochainement ses études supérieures au Maroc. La ministre l'a encouragé à conserver la même détermination afin de réussir son cursus et de continuer à faire honneur au Mali. Elle lui a également remis une enveloppe symbolique en guise d'encouragement.

Oumou Sall Seck a associé à ses félicitations les acteurs ayant contribué à cette réussite, notamment les autorités administratives et scolaires, le Gouverneur de la Région de Tombouctou et le Directeur de l'Académie d'Enseignement de Goundam.

Le lauréat était accompagné de son maître et encadreur, Aly Ouologuem. Celui-ci a rappelé l'engagement de longue date d'Oumou Sall Seck en faveur de l'éducation à Goundam, notamment lorsqu'elle dirigeait la commune urbaine.

Au-delà d'une réussite individuelle, le parcours d'Ibrahim Badou rappelle ainsi l'importance de l'encadrement pédagogique, de l'investissement dans l'école publique et de la valorisation du mérite pour construire l'avenir de la jeunesse malienne.

Mohamed N'Diaye

Sécurité sanitaire : Vers une alimentation de rue plus sûre et plus saine au Mali



La sécurité sanitaire de l'alimentation de rue franchit une nouvelle étape au Mali. Après trois années de mise en œuvre, le projet consacré au renforcement des capacités de réponse aux urgences alimentaires et à l'amélioration de la qualité sanitaire des aliments vendus dans la rue a officiellement pris fin, le 2 septembre 2026, à Bamako.

Mis en œuvre par la Représentation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Mali, en partenariat avec le ministère de la Santé et du Développement social et avec l'appui financier du Grand-Duché de Luxembourg, le projet a permis d'enregistrer plusieurs avancées.

Parmi les principaux acquis figurent la réalisation de diagnostics sur la restauration de rue, le renforcement du cadre réglementaire et des mécanismes de contrôle ainsi que l'élaboration de guides de bonnes pratiques d'hygiène et d'outils destinés aux inspections.

L'initiative a également permis de renforcer les compétences des services techniques et des acteurs de la restauration de rue. Autre résultat majeur : l'élaboration, l'expérimentation et l'amélioration du Plan national de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments (PNRUSSA).

Ces différents outils doivent permettre au Mali de mieux prévenir les maladies d'origine alimentaire et de protéger davantage les consommateurs, tout en contribuant à l'amélioration de la nutrition et au renforcement de la confiance dans les systèmes alimentaires locaux.

Lors de l'atelier national de clôture, Abdoul Karim BAH, Chef de Bureau de la FAO au Mali, a insisté sur la dimension collective de cet enjeu. La sécurité sanitaire des aliments nécessite, selon lui, une approche multisectorielle associant pouvoirs publics, collectivités, services techniques, professionnels et consommateurs.

La FAO a, enfin, réaffirmé sa volonté de poursuivre son accompagnement du Gouvernement malien et de ses partenaires pour consolider les acquis et promouvoir des systèmes alimentaires plus sûrs, résilients et inclusifs.

L'enjeu est désormais d'assurer la pérennité des dispositifs mis en place et leur application effective sur le terrain.

Moussa Diarra

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Presse malienne : Vers un nouvel organe d'autorégulation et la relance du FONSOPRESS



Le secteur des médias au Mali pourrait bientôt franchir une nouvelle étape dans son organisation. Le ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Alhamdou Ag Ilyène, a reçu, jeudi 3 septembre 2026, le président de la Maison de la Presse, El Hadj Bandiougou Danté. Au cœur des échanges : l'autorégulation des médias, la relance du Fonds de solidarité de la presse et les perspectives ouvertes par le Forum panafricain des médias (FOPAME).

Le président de la Maison de la Presse était accompagné, pour la circonstance, des responsables des organisations faîtières de la presse ainsi que du président du Fonds de solidarité de la presse (FONSOPRESS). Cette audience a notamment été marquée par la remise officielle au ministre des actes du Forum panafricain des médias.

Au-delà de cette remise, les responsables des médias ont présenté au ministre plusieurs initiatives destinées à renforcer l'organisation et la responsabilisation de la profession. Parmi elles figure la création annoncée d'un nouvel organe d'autorégulation porté directement par les professionnels des médias.

L'ambition est de permettre à la corporation de disposer d'un mécanisme capable de veiller au respect des principes éthiques et déontologiques du journalisme. L'autorégulation repose en effet sur l'idée que les professionnels peuvent eux-mêmes définir des règles communes et examiner les éventuels manquements de leurs pairs.

Une telle démarche peut contribuer à renforcer la crédibilité de la presse, particulièrement dans un environnement marqué par la multiplication des médias numériques, la rapidité de circulation de l'information et les défis liés à la désinformation. Elle permet également de rechercher un équilibre entre la nécessaire responsabilité des journalistes et la préservation de la liberté de la presse et de l'indépendance éditoriale.

L'autre dossier important abordé au cours de l'audience concerne la relance du FONSOPRESS. Un téléthon devrait être organisé afin de mobiliser les ressources financières nécessaires au fonctionnement effectif de ce mécanisme de solidarité.



Le Fonds ambitionne notamment d'apporter une assistance aux journalistes et autres professionnels des médias confrontés à des situations sociales difficiles. Dans un secteur où de nombreuses entreprises de presse connaissent des difficultés économiques, la question de la solidarité professionnelle demeure un enjeu majeur.

Le ministre Alhamdou Ag Ilyène a salué les différentes initiatives présentées par la délégation de la Maison de la Presse. Elles devraient, selon l'esprit des échanges, contribuer à l'émergence d'une presse davantage responsable, solidaire et engagée au service de la société.

Au-delà des annonces, le principal défi sera cependant celui de leur concrétisation. L'efficacité du futur organe d'autorégulation dépendra notamment de son indépendance, de sa représentativité et de l'adhésion des professionnels. Quant au FONSOPRESS, sa pérennité nécessitera des mécanismes de financement transparents et durables.

Pour la presse malienne, l'enjeu reste majeur : renforcer la responsabilité professionnelle sans affaiblir la liberté d'informer, indispensable à toute société soucieuse du débat public et du droit des citoyens à l'information.

Karamoko B Keita

Emploi au Mali : L'ONEF et le CNPM se penchent sur le coût du travail et les besoins des entreprises



Comment favoriser la création d'emplois formels au Mali tout en permettant aux entreprises de disposer des compétences dont elles ont réellement besoin ? La question était au centre d'une rencontre organisée, mercredi 2 septembre 2026, au Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), autour de deux études réalisées par l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF).

Organisée en collaboration avec le Groupe de Propositions et d'Actions (GPA) Capital Humain du CNPM, la réunion était présidée par Sidi DAGNOKO, 3e Vice-Président délégué du Patronat et Président du GPA Capital Humain. Elle a réuni des responsables du secteur privé, des représentants d'entreprises ainsi que des acteurs intervenant sur les questions d'emploi et de formation.

La première étude présentée par l'ONEF s'intéresse à l'impact du coût du travail sur la création d'emplois. Elle met en évidence plusieurs facteurs susceptibles d'influencer les décisions des entreprises en matière de recrutement et, plus largement, le développement de l'emploi formel au Mali.

Cette problématique revêt une importance particulière dans un environnement économique où les entreprises doivent concilier compétitivité, charges liées à l'emploi et nécessité de créer davantage d'opportunités professionnelles.

La seconde étude analyse les besoins en main-d'œuvre des entreprises du secteur formel. Elle permet notamment d'identifier les compétences recherchées par les employeurs ainsi que les principales difficultés auxquelles ceux-ci sont confrontés lorsqu'ils souhaitent recruter.

Le défi de l'adéquation formation-emploi



Les échanges qui ont suivi les présentations ont permis aux membres du GPA Capital Humain et aux représentants des entreprises de confronter les conclusions des études aux réalités du terrain.

Plusieurs préoccupations et propositions ont été formulées, notamment sur l'amélioration de l'adéquation entre les formations proposées et les besoins réels du marché du travail.

Cette question demeure déterminante : la création d'emplois ne dépend pas seulement de l'existence de postes disponibles, mais également de la capacité du système de formation à fournir aux entreprises des travailleurs disposant des qualifications recherchées.

Les participants ont ainsi insisté sur la nécessité de renforcer les dispositifs de formation professionnelle et continue, tout en développant davantage de passerelles entre les établissements de formation et le monde de l'entreprise.

Vers un dialogue public-privé renforcé

En clôturant la rencontre, Sidi DAGNOKO a souligné l'importance des travaux réalisés par l'ONEF. Selon lui, ces études constituent une base utile pour approfondir le dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé et favoriser l'élaboration de politiques de l'emploi davantage adaptées aux réalités économiques.

Il a également invité l'ONEF à intégrer, dans la finalisation de ses travaux, les observations et propositions formulées par les participants.

Au-delà du diagnostic, le défi sera désormais de traduire les conclusions de ces études en mesures concrètes. Dans un pays où l'insertion professionnelle des jeunes constitue un enjeu économique et social majeur, une meilleure articulation entre formation, besoins des entreprises, coût du travail et politiques publiques apparaît comme l'une des conditions essentielles pour développer durablement l'emploi formel au Mali.

Karamoko B Keita

Cairo Dialogue : Le Mali mise sur la coopération Sud-Sud et le développement du capital humain



Le Mali entend faire de la coopération Sud-Sud un instrument de développement économique, de transfert de compétences et de valorisation du capital humain. Cette orientation a été portée au Caire, dimanche 6 septembre 2026, à l'occasion de l'ouverture officielle de la 7e Réunion du Dialogue de coopération technique des Agences de partenariat de la Banque islamique de développement (BID).

Cette rencontre internationale, qui réunit plusieurs délégations ministérielles, responsables d'institutions et organismes de coopération des pays membres, constitue un cadre d'échanges autour des mécanismes permettant de renforcer les partenariats techniques et le partage d'expériences entre pays du Sud.

Le Mali y est représenté par une délégation conduite par Oumou Sall Seck, Ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. À son arrivée, la ministre a été accueillie par l'Ambassadeur du Mali en Égypte, Samba Alhamdou Baby, avant de rejoindre la cérémonie officielle avec la délégation malienne.

La rencontre a notamment enregistré la présence de Dr Ibrahim Mahlab, Président du Conseil d'administration de l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement (EAPD) et ancien Premier ministre égyptien, ainsi que de Dr Badr Abdelatty, Ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Émigration et des Affaires des Égyptiens à l'étranger. Des représentants de la Guinée, de la Banque islamique de développement et de plusieurs institutions partenaires participent également aux travaux.

Le capital humain au cœur des priorités

Pour le Mali, cette rencontre intervient dans un contexte où les questions d'emploi, de formation professionnelle et d'entrepreneuriat occupent une place importante dans les politiques de développement.

La coopération technique entre pays du Sud peut, dans cette perspective, constituer un puissant levier pour favoriser le transfert de savoir-faire, renforcer les compétences nationales et faciliter l'accès à des expériences réussies dans différents secteurs.

L'enjeu consiste notamment à dépasser une coopération reposant essentiellement sur l'assistance pour promouvoir des partenariats fondés sur la réciprocité, le partage d'expertise et la recherche de solutions adaptées aux réalités économiques et sociales des pays concernés.

Pour Bamako, le développement du capital humain apparaît ainsi indissociable de la création d'emplois durables. La formation des jeunes, l'acquisition de compétences professionnelles adaptées aux besoins du marché et le soutien à l'entrepreneuriat peuvent contribuer à renforcer l'autonomie économique des populations.



Construire des partenariats durables

Le « Cairo Dialogue » offre également aux délégations participantes l'occasion de consolider les réseaux entre agences de coopération et institutions de développement. À travers ces échanges, les pays membres peuvent identifier des domaines de collaboration, mutualiser leurs expertises et développer des projets communs.

Dans un environnement international marqué par de profondes mutations économiques, la coopération Sud-Sud apparaît de plus en plus comme un complément aux mécanismes traditionnels de coopération.

La participation malienne à cette 7e réunion traduit ainsi une volonté de rechercher de nouvelles opportunités de partenariat capables de soutenir l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et l'emploi.

Pour le Mali, l'enjeu sera surtout de transformer les échanges du Caire en coopérations concrètes, programmes de formation et transferts de compétences, afin que la diplomatie du partenariat produise des résultats directement perceptibles dans le développement du capital humain et l'amélioration des perspectives économiques.

Arouna Sidibé

AES–Russie : Niamey au cœur d'un nouveau rapprochement stratégique



Niamey s'apprête à accueillir une nouvelle étape du rapprochement diplomatique entre la Confédération des États du Sahel (AES) et la Fédération de Russie. En prélude à la deuxième session des consultations entre les ministres des Affaires étrangères de l'AES et leur homologue russe, Sergueï Lavrov, les chefs de la diplomatie du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont tenu, mardi 7 juillet 2026, une séance de travail préparatoire dans la capitale nigérienne.

Cette réunion de cadrage a rassemblé Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, Karamoko Jean Marie Traoré, ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, et Bakary Yaou Sangaré, chef de la diplomatie nigérienne. Les membres des différentes délégations ont également participé aux travaux.

L'objectif était de passer en revue les dossiers stratégiques devant être examinés lors des consultations de haut niveau prévues le mercredi 8 juillet avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Cette deuxième session s'inscrit dans le prolongement de la rencontre inaugurale organisée en avril 2025 à Moscou. Elle traduit la volonté des deux parties d'institutionnaliser progressivement leur dialogue politique et d'approfondir leurs relations de coopération.

Pour les trois pays de l'AES, cette dynamique intervient dans un contexte de redéfinition profonde de leurs partenariats internationaux. Bamako, Ouagadougou et Niamey affichent leur volonté de diversifier leurs relations extérieures et de privilégier des coopérations qu'ils présentent comme fondées sur la souveraineté, le respect mutuel et la prise en compte des intérêts nationaux.

Une relation appelée à s'élargir

Si les questions sécuritaires occupent une place importante dans les relations entre la Russie et les États sahéliens, le partenariat ambitionne désormais de dépasser ce seul domaine. Les enjeux économiques, la formation, les échanges commerciaux, les infrastructures, l'énergie et le développement du capital humain constituent autant de secteurs susceptibles d'alimenter les discussions.

Pour l'AES, l'enjeu consiste également à donner davantage de contenu à la Confédération sur le terrain diplomatique. La coordination préalable des trois ministres à Niamey témoigne de cette volonté de présenter des positions concertées face aux partenaires internationaux.

La Russie, de son côté, poursuit depuis plusieurs années le renforcement de sa présence diplomatique et de ses partenariats sur le continent africain. Le dialogue avec l'AES constitue, dans ce contexte, un axe important de sa coopération avec le Sahel.

La rencontre de Niamey devrait ainsi permettre aux deux parties de faire le point sur les engagements précédemment pris et d'identifier de nouveaux domaines de coopération.

Au-delà des déclarations politiques, le véritable défi sera cependant de traduire ce rapprochement en résultats concrets pour les populations. La consolidation des relations AES–Russie sera notamment évaluée à l'aune de sa capacité à contribuer à la sécurité, au développement économique, à la formation et à l'amélioration des conditions de vie dans l'espace confédéral.

Arouna Sidibé



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Culture : Mamou Daffé réunit ses prédécesseurs autour d'une vision commune



Dans une démarche de concertation et de transmission d'expérience, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, a réuni, le 5 septembre 2026, plusieurs anciens ministres ayant eu la charge de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme. Un moment de retrouvailles destiné à valoriser l'héritage institutionnel et à nourrir la réflexion sur le rayonnement culturel du Mali.

Organisé autour d'un déjeuner dans la grande salle d'exposition du Musée national du Mali, l'événement a réuni Diadié Yacouba Dagnoko, Cheickna Détéba Kamissoko, Aminata Dramane Traoré, Cheick Oumar Sissoko, Mohamed El Moctar, Kadiatou Konaré et Andogoly Guindo.

Au-delà de son caractère convivial, la rencontre a constitué un espace d'échanges entre des personnalités qui, à différentes périodes, ont contribué à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la culture, de l'artisanat et du tourisme.

Mamou Daffé a rendu hommage à ses prédécesseurs pour leur engagement et les actions menées au service de ces secteurs. Il a notamment salué leur contribution à la constitution d'un patrimoine institutionnel et culturel sur lequel peuvent s'appuyer les politiques actuelles.

La rencontre s'est également déroulée sous le signe de la création artistique. Les anciens ministres ont bénéficié d'une visite guidée de l'exposition « L'Âme des signes », actuellement présentée au Musée national.

Son auteur, le maître Abdoulaye Konaté, a personnellement conduit la visite, présentant à ses hôtes les œuvres ainsi que les inspirations qui nourrissent son travail artistique.

En réunissant plusieurs générations de responsables autour de la culture, cette initiative souligne l'importance de la continuité et du partage d'expérience. Elle rappelle surtout que le rayonnement culturel du Mali repose autant sur la richesse de son patrimoine que sur la capacité des acteurs d'hier et d'aujourd'hui à conjuguer leurs expériences pour préparer l'avenir.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

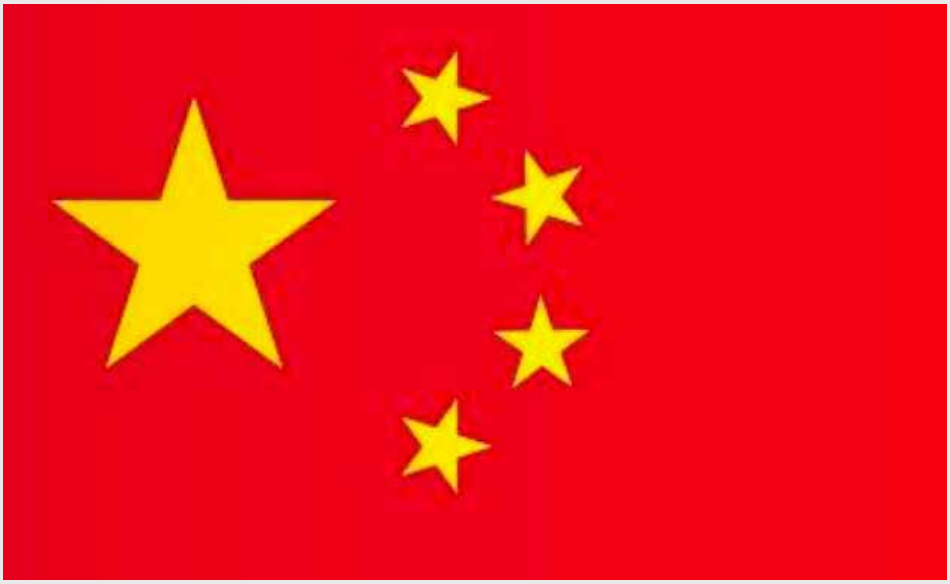
5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Kenya : William Ruto durcit le ton contre les commerçants étrangers





Le président kényan William Ruto a décidé de resserrer l'étau autour de la participation des ressortissants étrangers au petit commerce, avec une attention particulière portée aux détaillants chinois. Des contrôles stricts doivent débuter ce lundi 7 septembre 2026, dans un contexte de tensions économiques et de mécontentement croissant des commerçants locaux.

Lors d'une rencontre tenue le 2 septembre à la State House avec des représentants des micro, petites et moyennes entreprises, William Ruto a défendu une ligne claire : le Kenya reste ouvert aux investissements étrangers, mais ceux-ci doivent prioritairement contribuer à l'industrialisation, au transfert de technologies et à la création d'emplois.

En revanche, le petit commerce, la vente ambulante et les activités de proximité devraient, selon le chef de l'État, être réservés aux citoyens kényans. Une position qui vise directement la présence grandissante de commerçants étrangers, notamment chinois, dans certains marchés.

Cette offensive intervient alors que les petits entrepreneurs kényans dénoncent depuis plusieurs mois une concurrence qu'ils jugent déséquilibrée. Les difficultés économiques, la hausse du coût de la vie et le chômage des jeunes renforcent la pression sur le gouvernement.

L'exécutif entend parallèlement accélérer l'adoption d'une législation sur le contenu local destinée à mieux protéger certaines activités économiques au profit des nationaux.

Politiquement, William Ruto renoue ainsi avec son discours de campagne de 2022, largement axé sur la défense des petits entrepreneurs et des catégories populaires.

Mais cette politique comporte également un risque diplomatique. La Chine demeure un partenaire économique majeur du Kenya, notamment dans le financement des infrastructures et les échanges commerciaux.

Nairobi devra donc trouver un équilibre délicat : protéger son économie populaire sans donner le sentiment de remettre en cause son ouverture aux capitaux étrangers ni fragiliser ses relations stratégiques avec Pékin.

Arouna Sidibé

Financement des jeunes en Afrique : Paul Kagame appelle les États à partager le risque



Le président rwandais Paul Kagame appelle les gouvernements africains à jouer un rôle beaucoup plus actif dans le financement de la jeunesse et de l'entrepreneuriat. S'exprimant à l'occasion du Forum des systèmes alimentaires en Afrique 2026, il a plaidé pour des mécanismes publics capables de réduire les risques supportés par les banques afin de faciliter l'accès au capital pour ceux qui en sont aujourd'hui exclus.

Pour le dirigeant rwandais, l'une des principales faiblesses des systèmes financiers africains réside dans leur fonctionnement largement favorable aux détenteurs de capitaux. Cette situation laisse en marge de nombreux jeunes disposant pourtant d'idées, de compétences ou de projets susceptibles de créer de la richesse.

Paul Kagame estime que l'État doit intervenir « quelque part au milieu » du mécanisme financier en assumant une partie du risque. Une telle intervention pourrait notamment encourager les banques à financer davantage les jeunes entrepreneurs qui ne disposent ni de garanties suffisantes ni d'un accès facile au crédit.

Cette prise de risque publique ne devrait pas être considérée uniquement comme une dépense. Selon le président rwandais, elle peut générer un rendement économique et social important. Les bénéficiaires des financements peuvent développer leurs activités, créer des emplois, accroître leurs revenus et, à terme, contribuer davantage à l'économie nationale.

Le plaidoyer de Paul Kagame prend une dimension particulière dans le secteur agricole et les systèmes alimentaires, où l'accès au financement demeure déterminant pour l'innovation, la transformation et la création d'entreprises par les jeunes.

Le président rwandais appelle ainsi à une démarche volontaire et organisée. Garanties publiques, mécanismes de partage des risques et dispositifs de financement adaptés pourraient permettre de rapprocher banques, pouvoirs publics et entrepreneurs.

Son message pose finalement une question centrale pour l'Afrique : comment transformer une jeunesse abondante en véritable force économique lorsque l'accès au capital demeure réservé à une minorité ? Pour Kagame, les solutions existent, à condition que les États décident de les mettre en œuvre.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Football féminin : L'USFAS championne de l'UFOA-A et qualifiée pour la Ligue des champions de la CAF



Le football féminin malien signe une performance majeure sur la scène ouest-africaine. L'Union Sportive des Forces Armées et de Sécurité (USFAS) a remporté, dimanche 6 septembre 2026 à Banjul, le tournoi qualificatif de la Zone UFOA-A pour la Ligue des champions féminine de la Confédération africaine de football (CAF). Les championnes du Mali ont dominé en finale les Aigles de la Médina du Sénégal sur le score de 1-0.

Disputée au Stade de l'Indépendance de Banjul, en Gambie, cette finale opposait deux formations déterminées à décrocher l'unique billet réservé à la Zone A de l'Union des Fédérations Ouest-Africaines de Football.

Au terme d'une rencontre décisive, l'USFAS a réussi à prendre le dessus sur son adversaire sénégalais en s'imposant sur la plus petite des marges (1-0). Une victoire suffisante pour offrir au club malien le titre zonal et, surtout, une qualification pour la prestigieuse compétition continentale.

Championne du Mali, l'USFAS confirme ainsi sa progression et porte désormais les ambitions du football féminin malien au niveau africain.

Lors de la phase finale de la Ligue des champions féminine de la CAF 2026, les Maliennes retrouveront les six autres formations ayant remporté les tournois qualificatifs organisés dans les différentes zones du continent, auxquelles s'ajoutera le représentant du pays hôte.

Cette qualification représente également une opportunité pour les joueuses de l'USFAS de se mesurer aux meilleures formations féminines africaines et d'acquérir davantage d'expérience au plus haut niveau.

Au-delà du résultat sportif, ce sacre constitue un signal encourageant pour le développement du football féminin au Mali. L'enjeu sera désormais de préparer efficacement l'échéance continentale afin de transformer cette qualification historique en un parcours à la hauteur des ambitions du club.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com